

**L'Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Éducation
(AFIRSE),**

l'Equipe « Recherche et Prospective en Education » de l'UNESCO (ED/ERF),

le Département de politique sociale et éducative de l'Université du Péloponnèse,

le Département pédagogique de l'enseignement primaire de l'Université de Patras,

organisent un

Séminaire international:

«La recherche en éducation en temps de crise»

les 8 et 9 juin 2012

**au Département de Politique Sociale et Éducative
(salle de réunions)**

**Faculté des Sciences Sociales
Université de Péloponnèse**

**rue Damaskinou & Kolokotroni
Corinthe, Grèce**

Courriels:

mmou62@otenet.gr

destsak@otenet.gr

gstam@otenet.gr

afirsecolloques@yahoo.com

Argument

Crise, crise, crise ! C'est comme un mot d'ordre d'immobilisation générale : il y a crise, donc, on ne peut plus rien faire.

Il ne s'agit pas de revenir sur les raisons de « la » crise, sur son caractère définitif, particulier ou répétitif, il s'agit de savoir fonctionner dans l'ambiance qu'elle crée et fonctionner pour pouvoir aider à la dépasser.

On le répète depuis qu'elle est identifiée, la recherche en éducation est en danger et trois types de dangers se conjuguent : le besoin de crédits, la dépendance de commandes et aussi souvent le manque d'imagination des chercheurs. Or la recherche doit être à la fois accrochée aux réalités et affaire d'imagination, en termes de problématiques, en termes d'outils de recherche, en termes d'exploitation et d'interprétation de données.

La recherche en éducation est devenue doublement dépendante, non pas tellement des terrains dont les problèmes vécus pourraient l'orienter mais des modes porteuses de financement et des effets de castes ; la liberté du chercheur est ainsi brimée par une soumission peureuse et un opportunisme qui se veut conquérant.

Les modes ont été nationales ; elles sont de plus en plus internationales. Or, si la recherche en éducation a des effets, ils sont d'abord à usage national et local.

Cela n'exclut pas, bien au contraire, les contacts, ni les comparaisons ou les confrontations internationales, mais exige qu'ils soient développés sur la base de démarches et de productions spécifiées voire typées qui par leurs différences permettent un enrichissement réciproque. L'international en tant que tel est incompétent pour dicter thèmes et démarches aux nationaux : ce sont eux qui construisent et exploitent l'inter-national utile.

Toujours est-il que les financements sont de plus en plus internationaux et offerts pour des thèmes issus des besoins des plus puissants des nationaux ou de gérants internationaux de la recherche très éloignés des fonctionnements précis de l'éducation.

La question du financement est primordiale : ses sources et ses fonctions orientent les recherches. Un certain type de financement, la mise de crédits à la disposition du fonctionnement des équipes de recherche dont on peut contrôler l'usage ne paraît pas nuisible, bien au contraire. Mais le développement de plus en plus net des financements sur projets, non sur projets des chercheurs mais sur propositions de chercheurs essayant de s'insérer dans des projets ou des thèmes décidés politiquement ou administrativement par les instances de financement, ministères nationaux ou regroupements internationaux, subordonne les chercheurs en quête de moyens, les met uniquement au service de l'élaboration d'études dont les résultats sont prévisibles à l'avance (et c'est souvent pour cela qu'ils ont été commandés) évitant tout risque de découverte, de surprise, de ces élaborations ou de ces compréhensions nouvelles qui justifient la pratique de recherche.

Dans cette ambiance, les chercheurs se sont souvent fait « piéger » ; certaines pratiques d'évaluation mesurant leur valeur à l'aune des crédits qu'ils ont pu rassembler sont particulièrement caricaturales. Dans le monde entier, alors que dans beaucoup de pays la recherche était naturellement un élément distinctif du métier d'universitaire, faire de la recherche apparaît d'abord comme un moyen de compléter son salaire et

cela aussi bien dans des pays riches où les rémunérations sont fortes (Amérique du Nord par ex.) que pauvres où elles sont souvent bien faibles (l'Afrique francophone par ex.) : on ne se met plus en position de chercheur pour savoir davantage, pour découvrir, mais pour gagner un peu plus.

Il ne s'agit pas de nier l'intérêt de suppléments de salaire, mais en la matière il assujettit encore plus les chercheurs aux financeurs déjà évoqués, qui ne connaissent de la recherche que les études à court terme. Il ne s'agit pas non plus de nier l'intérêt des études, en particulier de celles qui permettent de récolter les données descriptives qui manquent dans beaucoup de pays et dont le besoin suscite parfois des observatoires tout à fait utiles ; tout à fait utiles car ils offrent une base de travail aux chercheurs, qui, à partir de là, peuvent plus facilement avancer s'ils ne s'y arrêtent pas, ce à quoi ils sont poussés par l'habitude prise du fonctionnement à la commande.

La raréfaction des financements née de la crise oblige à faire le point et sur l'utilité de la recherche en éducation et sur ses dérives ; elle oblige à la réorienter de façon efficace par rapport à son but, la connaissance, et non le service à des politiques momentanées.

Pour cela il nous a paru utile de nous réunir dans un des pays les plus atteints par la «crise», pour montrer que celle-ci ne devait pas interdire la recherche en éducation mais qu'au contraire elle pouvait l'aider à aller au-delà en se trouvant aussi des formes plus dynamiques et moins dépendantes.

Nous aurons donc au cours de ces journées à rappeler le fonctionnement des financements, nationaux ou internationaux, nous aurons à nous interroger sur le rôle des agences d'évaluation de la recherche et sur la fonction des publications, sur la localisation de la recherche en éducation, sur la réalité et le sens des demandes faites à la recherche en éducation, demandes du terrain ou de certains marchés, sur la liberté de la recherche aussi. Des exemples de pratiques de recherche nous y aideront, y compris la présentation de recherches faites sans grandes dépenses, montrant que l'argent n'est pas la condition première de la conquête de connaissance.

Nous le répétons : la crise proclamée ne doit pas, au nom de choix se disant d'urgence, interdire la recherche en éducation. Ceux qui la portent ont au contraire là l'occasion de l'organiser d'une façon plus efficace et mieux reconnue, évitant les doubles emplois et les concurrences inutiles, affectant au mieux aux différentes institutions – liées par exemple aux instances gouvernementales pour les tâches de type observatoire, aux universités et autres établissements de haut niveau pour une recherche «libre» - les différentes tâches qu'elle exige, faisant de vrais réseaux de chercheurs (et non la coalition de quelques-uns pour dominer le marché ou apparaître «internationaux») les agents de son développement et du futur à construire...

Ce sera l'objet de notre réunion de le rappeler, de le montrer et de le mettre en œuvre.

Intervenants

Alexandra Androussou, Professeure Adjoint, Université d'Athènes, Grèce

Nelly Askouni, Professeure Adjoint, Université d'Athènes, Grèce

Véronique Attias-Delattre, Maître de conférences, Université Paris-Est Marne-La-Vallée, France

Stathis Balias, Professeur Adjoint, Université de Patras, Grèce

Guy Berger, Professeur (ém.) des Universités (Paris 8), France

Lise Bessette, Vice-présidente de l'AFIRSE, Professeure, Université du Québec à Montréal, Canada

Marilene Corrêa, Professeure, Université fédérale de l'Amazone, ancienne Rectrice de l'UEA, Brésil

Alexis Dimaras, Président de l'Institut de Politique Éducative, Grèce

Maria Salonilde Ferreira, Vice-présidente de l'AFIRSE, Professeur (UFRN), Brésil

Eric Golhen, Directeur de formation, Centre national de formation des Maisons familiales Rurales, France

Georges Haddad, Directeur, UNESCO/ED/ERF (Recherche et prospective en education)

Vassilia Hatzinikita, Doyen de la Faculté des Sciences Humaines, Université Hellénique Ouverte, Grèce

Despina Karakatsani, Professeure Adjoint, Université du Péloponnèse, Grèce

Michel Kassotakis, Professeur, Université d'Athènes, ancien Président de l'Institut Pédagogique de Grèce et du Centre National de Recherche en Éducation, Grèce

Pantelis Kiprianos, Professeur, Université de Patras, Grèce

Frédérique Lerbet-Sereni, Professeure des Universités, Université de l'Adour, France

Touria Madjouline, Secrétaire générale de la Commission nationale marocaine pour l'UNESCO, Maroc

Louis Marmoz, Président de l'AFIRSE, Professeur (ém.) des Universités (UVSQ), Tit.de Chaire UNESCO

Georges G. Nahas, Professeur, Vice- Président de l'Université Balamand, Liban

Panayiotis Papakonstadinou, Professeur, Université de Ioannina, Grèce

Christiane Peyron Bonjan, Co-présidente de l'AFIRSE, Professeure des Universités (AMU), France

João Pinhal, Professeur (ap.), Institut d'éducation, Université de Lisbonne, Portugal

Georges Stamelos, Professeur, Université de Patras, Grèce

Despina Tsakiris, Professeure Adjoint, Université de Péloponnèse, Grèce

Dimitris Vergidis, Professeur, Université de Patras, Grèce

Organisation et principaux axes du Séminaire

Sur proposition du Professeur Louis Marmoz, Président de l'AFIRSE, le Département de Politique Sociale et Éducative de l'Université du Péloponnèse et le Département Pédagogique de l'Enseignement Primaire de l'Université de Patras, ont pris en charge, avec l'AFIRSE et l'UNESCO/ED/ERF (Equipe Recherche et prospective en éducation), l'organisation d'un Séminaire international sur la question de « La recherche en éducation en temps de crise ». Un comité d'organisation s'est donc mis en place, au début de cette année, à l'initiative de Maria Moumoulidou, Professeur associé à l'Université Démocrite de Thrace, de Georges Stamelos, Professeur à l'Université de Patras et de Despina Tsakiris, Professeur Adjoint à l'Université du Péloponnèse qui avaient, il y a trois ans, proposé la création d'un groupe informel, visant la création d'une section grecque de l'AFIRSE.

La forme choisie de séminaire international pour cette réunion scientifique doit permettre un échange mutuel entre les chercheurs universitaires provenant de divers pays, activement engagés dans la recherche en éducation et intéressés par le développement des réseaux de communication entre collègues francophones dans le domaine des Sciences de l'Éducation et des Sciences Humaines en général. Le nombre limité des participants ainsi que la durée restreinte de chaque intervention (20 minutes), qui servira de support épistémique, vont contribuer à une véritable discussion entre les participants. En effet, notre objectif est de créer les conditions qui permettront tant aux intervenants qu'aux autres participants de prendre la parole et d'engager un dialogue fructueux, afin d'éviter un cadre formel de questions/réponses sur des sujets importants et complexes, tels qu'en témoignent les axes thématiques du programme, mais aussi sur d'autres, qui pourraient émerger au cours de cette réunion scientifique.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne en particulier la Grèce, la rencontre a lieu dans une période où le pays se trouve en pleine crise économique et sociale. Dans ce cadre, une première question se pose clairement : quel était le contexte de la recherche en éducation avant la crise ? La Grèce ne semble pas avoir eu une politique de recherche bien affirmée. Il est aussi caractéristique que le pays n'était pas, globalement parlant, un générateur de savoir. Dans les années '80, la formation des enseignants du Primaire a été intégrée à l'enseignement Universitaire. Néanmoins, cela ne semble pas avoir contribué au développement de la recherche en Sciences de l'Éducation : l'accent mis sur des besoins éducatifs pratiques et la formation continue des enseignants l'a emporté sur une vraie *paideia* de recherche.

Les axes proposés pour le séminaire sont les suivants:

1. De la recherche en éducation aux programmes d'intervention éducative : financement, mise en place et évaluation

Les derniers 20 ans ont connu un accroissement des programmes éducatifs co-financés par l'Union Européenne, se disant d'intervention de terrain, des programmes fondés sur les priorités de l'UE et mis en œuvre par les instances grecques. Par conséquent, on a abouti à un faible développement de la recherche en éducation et à un financement public instable et incertain. Pourtant, dans le milieu universitaire, les ressources financières ne faisaient pas défaut. Au contraire, la réalité du terrain a été caractérisée par le financement massif d'activités/interventions éducatives dans le cadre des programmes européens. Une situation paradoxale où le terrain connaissait beaucoup d'activités de formation menées par les universitaires mais pas nécessairement d'activités de recherche.

2. Infrastructures, structures, réseaux de recherche et revues scientifiques : du national à l'international

Indépendamment des programmes financés par l'Europe, pour faire de la recherche sur place, il faut des structures et des réseaux. En existe-t-il vraiment? Si oui, quels sont leurs modes de fonctionnement, leur utilité et comment se diffusent leurs résultats ?

3. L' Université et la recherche en éducation: des thèses individuelles au développement d'une politique de recherche universitaire

L'accroissement continu du nombre des thèses de Doctorat et des masters à l'Université est un constat commun. Cependant, certaines questions se posent : quelle est la qualité de la recherche produite ? Quelles sont ses orientations scientifiques ? Comment l'Université répond-elle aux défis actuels ? A-t-elle sa propre politique de recherche ? Peut-elle la défendre ?

4. La posture du chercheur en sciences humaines et sociales: constats et perspectives dans la traversée d'une période de crise

Enfin, le point de vue du chercheur en tant que sujet n'est pas moins important pour la démarche de la recherche. Les procédures d'évaluation de l'Université, y compris celles des membres du corps professoral, s'effectuent au moyen de logiques de contrôle et de pratiques entrepreneuriales. Ceci amène à un productivisme dans la recherche qui a des résultats souvent controversés. Dans ces conditions, la posture du chercheur en Sciences Sociales et Humaines semble être déterminée par la sollicitation constante à s'inscrire dans des programmes de recherche formatés, car c'est ainsi qu'il peut assurer sa place et sa promotion à l'Université. C'est pour cela qu'il est important de réfléchir à l'impact du modèle de recherche que les organismes nationaux et internationaux promeuvent, à travers leurs critères d'attribution, sur le développement de la réflexivité de l'Enseignant/Chercheur et sur sa propre pratique.

Et après la crise, quoi ? La crise ne semble pas avoir bouleversé la situation établie. Elle a juste aggravé les données du terrain. Désormais, l'État ne peut assurer ni sa faible, de toute façon, contribution financière directe ni sa contribution aux programmes européens co-financés, ce qui risque d'annuler ou d'arrêter brusquement les activités éducatives programmées ou même en cours. L'avenir est très incertain concernant les thèses, dans la mesure où la crise frappe en priorité la « classe » moyenne, d'où sont ceux qui étaient prêts, à leurs frais éventuellement, à entreprendre une telle aventure.

Programme¹

Vendredi 8 juin 2012

10.00 - 10.30 Accueil

10.30 - 11.30 Séance d'ouverture

Athassios Katsis

Président du Département de politique sociale et éducative, Université du Péloponnèse, Grèce

Louis Marmoz

Président de l'AFIRSE

Georges Haddad

Directeur, UNESCO/ED/ERF

Alexis Dimaras

Président de l'Institut de Politique Éducative, Grèce

11.30 - 14.00 Table ronde :

1^{er} axe

**De la recherche en éducation aux programmes d'intervention éducative :
Financement, mise en place et évaluation**

Guy Berger, Université Paris 8, France

2012 : l'explosion des contradictions

Frédérique Lerbet-Sereni, Université de l'Adour, France

La recherche entre crise économique et enjeu critique : un enjeu politique

Dimitris Vergidis, Université de Patras, Grèce

Des programmes d'intervention éducative à la recherche en éducation

Nelly Askouni/Alexandra Androussou, Université d'Athènes, Grèce

Dimensions politiques de la recherche dans le cadre d'une intervention éducative : le cas du projet pour l'éducation de la minorité en Thrace

Panayiotis Papakonstadinou, Université de Ioanina, Grèce

La crise en éducation et les populations marginalisées

Marilene Corrêa, Université fédérale de l'Amazonie, Brésil

Les politiques éducatives en temps de crises – Nord et Nordeste du Brésil

Discussion

14.00 - 15.30 Repas

¹ Le programme définitif, enrichi de nouvelles interventions, sera communiqué aux participants inscrits au mois de mai.

15.30 – 17.00 Table ronde :

2^{ème} axe

**Infrastructures, structures, réseaux de recherche et revues scientifiques :
du national à l'international**

Vassilia Hatzinikita, Université Hellénique Ouverte, Grèce

Points de comparaison entre recherche locale (grecque) et internationale sur PISA

Eric Golhen, Centre national de formation des Maisons familiales Rurales, France

Valorisation des ressources internes et anticipation des partenariats externes en période de crise dans un centre de formation des maîtres relevant du ministère de l'agriculture

Despina Karakatsani, Université du Péloponnèse, Grèce

Citoyenneté et approches multiculturelles en éducation en Grèce: objets de recherche et enjeux méthodologiques

Lise Bessette, Université du Québec à Montréal, Canada

Mondialisation, éducation et crise

Discussion

17.30 - 18.00 Pause

18.00 - 20.00 Table ronde :

3^{ème} axe

**L' Université et la recherche en éducation : des thèses individuelles au développement d'une
politique de recherche universitaire**

Michel Kassotakis, Université d'Athènes, Grèce

La recherche psychopédagogique en Grèce de 1975 à nos jours : tendances, problèmes et perspectives

Despina Tsakiris, Université du Péloponnèse, Grèce

La recherche éducative à partir des thèses du deuxième et troisième cycle universitaire grec : données chiffrées et questions posées.

Stathis Balias, Université de Patras, Grèce

La recherche universitaire sur la citoyenneté démocratique et l'absence d'une politique éducative cohérente et suivie

Georges Stamelos, Université de Patras, Grèce

A-t-on vraiment besoin de la recherche en éducation ? La crise comme révélateur de l'autosuffisance politique et de la mélancolie du chercheur

Discussion

Samedi 9 juin 2012

9.30 - 12.00 Table ronde :

4^{ème} axe

La posture du chercheur en sciences humaines et sociales : constats et perspectives dans la traversée d'une période de crise

Christiane Peyron Bonjan, Aix-Marseille Université, France

Le sens de la recherche en éducation

Véronique Attias-Delattre, Université Paris-Est, France

L'exercice du métier d'enseignant-chercheur en situation de crise - l'approche par les risques psycho-sociaux

Pandelis Kiprianos, Université de Patras, Grèce

Le métier d'enseignant-chercheur en sciences de l'éducation : entre le local et le inter-national

Discussion

11.30 - 12.00 Pause

12.00 - 14.00 Conclusions

Maria Moumoulidou, Université Démocrite de Thrace, Grèce

Georges Stamelos, Université de Patras, Grèce

Louis Marmoz, AFIRSE

Georges Haddad, UNESCO/ED/ERF

Despina Tsakiris, Université du Péloponnèse, Grèce

17.00 - 19.00 Rencontre des chercheurs intéressés à la constitution d'une section grecque de l'AFIRSE

**Lieu: Département de Politique Sociale et Éducative,
Université du Péloponnèse (salle de réunions)**

Langues du séminaire

Grec et français

Conseil scientifique

Alexandra Androussou, Université d'Athènes, Grèce

Georges Bertin, Co-président de l'AFIRSE, Directeur de recherches, CNAM-Pays de Loire, France

Georges Haddad, Directeur, UNESCO/ED/ERF

Louis Marmoz, Président de l'AFIRSE, Université de Versailles - St Quentin en Yvelines, France

Gaston Mialaret, Université de Caen, France

Maria Moumoulidou, Université Démocrite de Thrace, Grèce

Panayiotis Papakonstadinou, Université de Ioannina, Grèce

Christiane Peyron-Bonjan, Co-présidente de l'AFIRSE, Aix-Marseille Université, France

Georges Stamelos, Université de Patras, Grèce

Despina Tsakiris, Université du Péloponnèse, Grèce

Comité d'organisation

Louis Marmoz, AFIRSE

Maria Moumoulidou, Université Démocrite de Thrace, Grèce

Georges Stamelos, Université de Patras, Grèce

Despina Tsakiris, Université du Péloponnèse, Grèce

Secrétariat

Georges Loyiotis, doctorant, Université du Péloponnèse

Sofia-Fotini (Faie) Nikitopoulou, master 1, Université du Péloponnèse

Pavlina-Dimitra Nikita, master 2, Université du Péloponnèse

Aggeliki Tsiada, master 2, Université du Péloponnèse

Anastassia Samara, master 2, Université du Péloponnèse

Droits d'inscription : 10 euros

Courriels:

mmou62@otenet.gr

destsak@otenet.gr

gstam@otenet.gr

afirsecolloques@yahoo.com

Fiche d'inscription

A envoyer au: glogiotis@sch.gr

Cc: destsak@otenet.gr / mmou62@otenet.gr / gstam@otenet.gr)

Nom : _____ Prénom: _____

Etablissement ou institution: _____

Fonction: _____

Adresse mail : _____

Je souhaite participer au séminaire _____

Date: _____

Signature _____